

Projet de loi et projet de loi organique – Article 11 de la Constitution

Assemblée nationale – mercredi 16 novembre 2011

- La procédure de référendum d'initiative populaire constitue une avancée significative dans l'exercice de la démocratie directe. Elle avait été proposée par le Comité Vedel en 1993 pour renforcer le droit des citoyens ; cette idée a été reprise par le Comité Balladur, puis inscrite dans la Constitution grâce à la réforme du 23 juillet 2008.

- Le présent projet de loi organique a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de cette procédure. C'est d'ailleurs le dernier texte qui est pris en application de la révision constitutionnelle de 2008 : une fois adopté, l'ensemble des dispositions adoptées par le constituant seront entrées en vigueur.

- Le présent texte précise les modalités du contrôle confié au Conseil constitutionnel dans le cadre de cette procédure nouvelle.

Il définit la procédure de recueil des soutiens apportés à une initiative référendaire : elle se fera par voie électronique afin de permettre un contrôle effectif par le Conseil constitutionnel des soutiens recueillis.

Il décrit également la procédure référendaire en tant que telle et prévoit la création d'une commission dont les missions seront d'assurer le suivi de l'ensemble des opérations de recueil du soutien des électeurs et de régler, pendant cette période de recueil, les éventuelles réclamations et contestations relatives au déroulement des opérations.

- Un projet de loi ordinaire précise, d'une part, les sanctions applicables en cas de violation des dispositions des troisième à sixième alinéas de l'article 11 de la Constitution, et, d'autre part, le caractère de traitements faisant apparaître les opinions politiques des personnes concernées des traitements portant sur les soutiens à une initiative.

- Votre rapporteur, Guy GEOFFROY, va vous présenter de nombreux amendements dont certains apportent d'importantes modifications au projet du Gouvernement et sur lesquels je souhaite attirer votre attention :

- à l'article 1^{er}, votre rapporteur prévoit de fixer un délai pour l'examen, par le Conseil constitutionnel, sur le nombre et la validité des soutiens apportés par les électeurs à une proposition de loi soumise à la nouvelle procédure de l'article 11. Le principe de la fixation d'un délai à ce stade de la procédure n'apparaît pas indispensable et doit en tout état de cause laisser au Conseil constitutionnel les moyens d'opérer un contrôle approfondi sur le travail réalisé par la commission chargée de superviser le recueil des soutiens.

- à l'article 7, votre rapporteur propose de soumettre à l'avis de la Cnil le décret qui fixera les conditions de mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel qui seront nécessaires au recueil des soutiens des électeurs. Cette consultation apparaît pleinement justifiée. Elle portera également sur la publicité qui sera apportée à la liste des personnes ayant apporté leur soutien à l'initiative référendaire.

- à l'article 17, votre rapporteur propose d'encadrer les délais dans lesquels la commission ad hoc d'abord, puis le Conseil constitutionnel ensuite, pourront être saisis des réclamations portant sur la procédure de recueil des soutiens : les délais de 5 jours proposés par le rapporteur sont d'un usage habituel dans le domaine électoral.

- dans la loi ordinaire, il sera désormais précisé que les dispositions de l'article 39 de la Constitution qui permettent de saisir pour avis le Conseil d'Etat d'une proposition de loi ne seront plus applicables dès lors qu'une proposition de loi aura été transmise au Conseil constitutionnel au titre de l'article 11.

Il convient en effet d'éviter le chevauchement de procédures qu'induirait une saisine parallèle des deux institutions dont les contrôles porteraient, en partie, sur les mêmes questions juridiques.

Enfin, votre rapporteur a effectué un important travail de mise en cohérence des peines sanctionnant les différentes infractions créées par le projet de loi avec le plein accord du Gouvernement.